



Cité Ressource, l'Union Régionale  
des fédérations des Centres Sociaux PACA  
et l'association « Villes en Lien »

proposent

## UNE JOURNÉE D'ÉTUDE POUR POUR LES PROFESSIONNELS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

**CENTRE SOCIAL MOSAÏQUE**

Pôle de proximité de la Ruche  
57, Rue Aurelienne  
13300 Salon-de-Provence

JEUDI

28 NOVEMBRE  
2019

SALON DE PROVENCE

# CENTRES SOCIAUX ET POLITIQUE DE LA VILLE : CONSTRUIRE DU COMMUN !

**Q**UELLES ATTENTES RESPECTIVES,  
QUELS RÔLES ATTENDUS,  
QUELLES ARTICULATIONS ET  
QUELLES PERSPECTIVES POUR DEMAIN ?

Cette rencontre co-organisée par Cité Ressource, l'Union Régionale des Centres Sociaux et l'association des professionnels du développement social urbain « Villes en Lien », s'adresse aux professionnels de la politique de la ville. Elle s'inscrit dans un processus de travail en plusieurs étapes et succède à une première journée de rencontre organisée le 28 février 2019 à Aix-en-Provence qui a pu mobiliser de nombreux responsables et agents des centres sociaux de notre région.

## PROGRAMME

**9h** – Accueil

**9h30** – « **Politique de la ville et Centre Sociaux; pour quels enjeux dans nos territoires et dans nos pratiques?** », présentation de la journée et restitution des enseignements de la journée avec les centres sociaux du 28 février dernier par Laurent Bielicki de Cité Ressource PACA

**10h30** – Travail en ateliers : « **Constats, réussites et limites des modalités de relation entre la politique de la ville et les centres dans les territoires de la région, identification des besoins, des réussites et des enjeux - quelles préconisations politiques, opérationnelles et de travail promouvoir ?** »

**12h30** – Buffet sur place

**14h** – Table ronde : Restitution du travail des ateliers et identification des enjeux communs et des propositions à construire. Définition et planification des suites de la démarche (document commun, mise en débat avec les acteurs et institutions...)

**16h15** – Conclusion de la journée et les éventuelles suites à envisager

## INSCRIPTION\*

\* À effectuer avant le 15 novembre 2019

Cliquer sur le lien suivant :

**[Formulaire d'inscription en ligne](#)**

Pour toute information complémentaire : [laurent.bielicki@crpv-paca.org](mailto:laurent.bielicki@crpv-paca.org) - Tel: 04 96 11 51 20

« **P**renons conscience de nos forces et capacité à agir, rendons visibles nos convictions et nos savoirs faire, notre capacité à aller vers tous, les « invisibles » notamment, à faire au quotidien de la « mixité », à accompagner le pouvoir d'agir des habitants, à renforcer notre posture de passeur et appuyer notre légitimité en tant qu'animateur dans le territoire ! »

**Conclusion de la rencontre nationale FCSF : Centres sociaux et politique de la ville du 8 novembre 2017**



Crédit photo : Michel BREIL



En France, sur les 2100 centres agréés par les CAF, près de 600 sont implantés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et déploient une variété de pratiques, d'initiatives et d'actions. Considérés comme des équipements structurants de proximité, ancrés dans la réalité sociale des territoires, les centres sociaux sont des partenaires historiques de la politique de la ville, partageant de nombreuses finalités et valeurs communes. Ils sont appelés à jouer un rôle central dans la construction du vivre ensemble et dans la promotion des individus et des groupes. Ils demeurent parfois les seules structures encore présentes au sein des quartiers et œuvrent dans des contextes souvent difficiles.

En effet, l'ensemble des travaux de diagnostics et d'évaluations menés récemment sur les contrats de ville de la région montrent un renforcement des écarts entre les quartiers prioritaires et les autres territoires. Qu'il s'agisse du revenu médian, du taux d'emploi, de la vulnérabilité des mineurs, des problématiques éducatives et de formation, de la place des femmes, de déqualification professionnelle, etc. les quartiers décrochent ! Les difficultés éprouvées par les populations, les phénomènes d'atomisation des individus, d'isolement et de repli rendent par ailleurs beaucoup plus difficile la mobilisation sociale et appellent à un renouvellement des pratiques des acteurs de terrain.

En parallèle, les contraintes administratives et financières, la fin des contrats aidés, les approches descendantes, la multiplicité des dispositifs, des procédures, des appels à projet et la course aux dossiers génère une pression forte et parfois « limitante » dans l'activité des centres sociaux.

Dans ce contexte, il est important d'interroger les modes de relation existants entre la politique de la ville et les centres sociaux ; relations sans doute plus complexes et plus animées de tensions et de paradoxes que les discours généraux ne le laissent paraître.

**A**ussi, au-delà de la spécificité des contextes locaux, quels constats et quels regards poser sur la relation entre la mise en œuvre de la politique de la ville et l'activité des centres sociaux ? Les centres sociaux sont-ils des « opérateurs » de la politique de la ville comme les autres ? Doivent-ils être pris en compte de la même manière et selon les mêmes procédures que les autres associations subventionnées ?

**Q**uelle(s) place(s) et quel(s) rôle(s) pourraient jouer demain les centres sociaux en lien avec la politique de la ville, dans une dynamique de développement social et territorial ?

**C**omment mieux se comprendre, intégrer les contraintes et les enjeux spécifiques de chacun pour imaginer des coopérations fructueuses dans l'intérêt des habitants de nos quartiers ?